

DANS L'ACTUALITE du 16 au 26 octobre 2015

Textes officiels

JORF n° 0248 du 25 octobre 2015

Code des relations entre le public et l'administration : dispositions législatives

[Ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration](#)

Code des relations entre le public et l'administration : dispositions réglementaires

[Décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration \(Décrets en Conseil d'Etat et en conseil des ministres, décrets en Conseil d'Etat et décrets\)](#)

JORF n° 0247 du 24 octobre 2015

[Arrêté du 13 septembre 2015 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux](#)

JORF n° 0246 du 23 octobre 2015

Parution de l'ordonnance relative aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

[Ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques](#)

JORF n° 0244 du 21 octobre 2015

Création de la commission de concertation du commerce, qui succède au Conseil stratégique du commerce de proximité

[Décret n° 2015-1311 du 19 octobre 2015 relatif à la commission de concertation du commerce](#)

Circulaire

[Note technique NOR DEVL1522948N du 6 octobre 2015 relative aux compétences des collectivités dans le domaine de l'eau et de la biodiversité, dans la perspective de la révision des schémas départementaux de coopération intercommunale](#)

Jurisprudence

Le Conseil d'État rejette les recours contre le décret approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France (SDRIF)

[CE 23 octobre 2015 commune de Maisons-Laffitte et autres, req. n° 375814, 375836, 375837, 375924, 375993, 381895, 381897](#)

La consultation du service des domaines en vue de la conclusion par une commune d'un bail emphytéotique administratif n'est pas une garantie au sens de la jurisprudence Danthony

[CE 23 octobre 2015 société CFA Méditerranée, req. n° 369113](#)

Appel incident dans le cadre d'un recours en contestation de la validité d'un contrat

[CE 21 octobre 2015 région Provence-Alpes-Côte d'Azur, req. n° 384787](#)

Responsabilité solidaire d'un fabricant

[CE 21 octobre 2015 commune de Tracy-sur-Loire, req. n° 385779](#)

Possibilité pour un permis de comporter des prescriptions relatives à la plantation de haies sur des parcelles privées sans l'accord des propriétaires concernés

[CE 16 octobre 2016 Mme E... et autres, req. n° 385114](#)

Le Conseil d'État précise sa jurisprudence sur la légalité de la cession à une personne privée d'un bien immobilier appartenant à une collectivité publique à un prix inférieur à leur valeur

[CE 14 octobre 2015 commune de Châtillon-sur-Seine n° 375577](#)

Responsabilité d'une commune ayant délivré un certificat d'urbanisme erroné

[CE 14 octobre 2015 SCI Les Colonnades, req. n° 375538](#)

La méconnaissance, par un pouvoir adjudicateur, du principe d'impartialité est constitutive d'un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

[CE 14 octobre 2015 région Nord-Pas-de-Calais, req. n° 390968](#)

L'art.R.600-1 du code de l'urbanisme relève de l'art.R.612-1 du code de justice administrative

[CE 14 octobre 2015 M. et Mme C., req. n° 374850](#)

Contentieux de l'urbanisme : en zone tendue, les dispositions de l'article R. 811-1-1 du CJA sont d'interprétation stricte !

[CE 9 octobre 2015 Mme C., req. n° 393032](#)

Vu par ailleurs

Administration

Relations entre le public et l'administration : le code est paru

[L'ensemble des règles qui régissent les relations entre le public et les administrations vient d'être rassemblé en un seul code, publié au Journal officiel le 25 octobre. Réalisée pour l'essentiel à droit constant, cette codification obéit avant tout à un objectif d'accessibilité.](#)

Source : localtis.info du 27/10/2015

L'Etat va étudier les effets des projets de normes sur ses propres services

[A la recherche d'économies, l'Etat part à la chasse aux normes nouvelles dont l'application est coûteuse ou qui sont inadaptées pour ses services déconcentrés.](#)

Source : localtis.info du 26/10/2015

Silence vaut acceptation : les projets de décrets vont-ils complexifier la donne ?

[A trois semaines de son application aux collectivités territoriales et à leurs établissements, le principe du « silence vaut acceptation » ne connaît toujours pas toutes ses exceptions. Seul un décret est paru en matière de fonction publique territoriale, les autres finissent seulement leur parcours de consultation. Premières analyses et premières questions.](#)

Source : la gazette des communes du 23/10/2015

Contrat public

Marchés publics : rappel des règles sur l'accès des entreprises en redressement judiciaire

[La réglementation tente de conjuguer la préservation des intérêts économiques des personnes publiques et le soutien aux entreprises en difficulté, rappelle le ministère de l'Economie dans une réponse du 13 octobre 2015.](#)

Source : le Moniteur du 27/10/2015

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance Marchés publics présenté en Conseil des ministres

[Le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique a présenté projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.](#)

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 21/10/2015

Conflit d'intérêt et marchés publics : l'ombre du doute

[Alors que la directive Marchés publics est sur le point d'être transposée en droit français, et d'inscrire ainsi la définition du conflit d'intérêt dans un texte à valeur législative, deux affaires apportent un éclairage sur l'interprétation jurisprudentielle de cette notion.](#)

Source : localtis.info du 23/10/2015

La fin du montage « aller-retour » dans la commande publique

[L'ordonnance du 23 juillet 2015 apporte une certaine clarté dans le brouillard que constituait la catégorie des contrats globaux de la commande publique. Patrick Picard, docteur en droit public, spécialisé dans l'utilisation des contrats globaux, explique pourquoi.](#)

Source : la gazette des communes du 20/10/2015

Le Conseil d'Etat décide de ne pas suspendre l'ordonnance Marchés publics

[A l'issue d'une audience en référé suspension qui s'est tenue le 15 octobre, le Conseil d'Etat a décidé de ne pas suspendre l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.](#)

Source : localtis.info du 20/10/2015

Commande publique : les nouveaux seuils européens sont connus !

[Selon un communiqué de la Direction des affaires juridiques de Bercy, la Commission européenne vient de notifier aux Etats membres les projets de règlement fixant les nouveaux seuils d'application des directives européennes portant sur les marchés publics et les autres contrats de la commande publique.](#)

Source : le Moniteur du 16/10/2015

Marchés publics : de nouvelles propositions pour les PME

[La mission sénatoriale commune d'information sur la commande publique a présenté son rapport fort de 21 propositions, le 15 octobre à Paris. Les lignes directrices : favoriser l'accès des PME, simplifier les procédures et faire émerger une communauté de la commande publique.](#)

Source : le Moniteur du 15/10/2015

Urbanisme

PPRT : une ordonnance lâche du lest aux entreprises riveraines des sites Seveso

Très attendue par les collectivités soucieuses de prévenir fermetures et délocalisations sur leur territoire, la publication de l'ordonnance relative aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) lève les difficultés rencontrées par les activités riveraines dans la mise en œuvre des mesures foncières ou des prescriptions de travaux.

Source : localtis.info du 26/10/2015

Le nouveau règlement du PLU présenté aux acteurs de l'urbanisme

La ministre du Logement Sylvia Pinel a présenté le 22 octobre aux acteurs de l'urbanisme les principales mesures du nouveau règlement du Plan local d'urbanisme (PLU) dans le but de "faciliter et améliorer les projets de construction".

Source : localtis.info du 23/10/2015

Vers un urbanisme plus souple et plus simple... grâce à un règlement à la carte

La ministre du Logement annonce l'avènement d'un urbanisme opérationnel grâce à un cadre réglementaire « révolutionnaire » au service des projets des collectivités

Source : la gazette des communes du 22/10/2015

Grand Paris : cap sur les "territoires d'intérêt national"

"Créer de la croissance et des emplois", "bâtir le nouveau Grand Paris des transports", "vivre pleinement dans le Grand Paris" : le troisième comité interministériel sur le Grand Paris qui s'est tenu le 15 octobre a retenu ces grandes lignes d'actions. Parmi les mesures très attendues : les dispositions en faveur des territoires dits d'intérêt national.

Source : localtis.info du 19/10/2015

Sylvia Pinel rassure les EPL et leur ouvre le Grand Paris

[Invitée au congrès des Entreprises publiques locales \(EPL\), la ministre du Logement Sylvia Pinel a assuré les acteurs de l'économie mixte de la pérennité de leur rôle, notamment pour l'aménagement du Grand Paris.](#)

Source : le Moniteur du 15/10/2015

Environnement

Gemapi, eau : une note technique appelle à anticiper l'entrée en vigueur des transferts de compétences

[Une note technique adressée aux préfets par le ministère de l'Ecologie et mise en ligne le 19 octobre appelle à anticiper les conséquences des transferts de compétences aux EPCI en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations \(Gemapi\) d'une part, et d'eau et d'assainissement d'autre part, lors de la révision des schémas départementaux de coopération intercommunale \(SDCI\) qui doit intervenir avant le 31 mars 2016.](#)

Source : localtis.info du 23/10/2015

L'ordonnance simplifiant les plans de prévention des risques technologiques est publiée

[L'ordonnance relative aux plans de prévention des risques technologiques \(PPRT\) vient de paraître au Journal Officiel du 23 octobre. Elle simplifie notamment leur élaboration et leur mise en œuvre.](#)

Source : le Moniteur du 23/10/2015

Concessions hydroélectriques : les collectivités territoriales davantage impliquées

[Création de sociétés d'économie mixte hydroélectriques, instance de concertation locale, regroupement des concessions par vallée, les textes mis en consultation par le ministère de l'Ecologie mettent en application les principales réformes de la loi sur la transition énergétique associant les collectivités à la gestion des concessions hydroélectriques.](#)

Source : localtis.info du 21/10/2015

Loi de transition énergétique : le calendrier de publication des textes d'application se précise

[Le gouvernement et l'administration sont sur le qui-vive pour produire la petite centaine de décrets d'application de la loi sur la transition énergétique promulguée cet été.](#)

Source : localtis.info du 16/10/2015

Collectivité territoriale

La baisse des dotations de l'Etat aux collectivités confirmée

[Lors de l'examen du projet de loi de finances 2016, l'Assemblée nationale a voté la baisse des dotations de 3,67 milliards d'euros. Mais a élargi le fonds de compensation de la TVA aux dépenses d'entretien des bâtiments et de voirie. Il reste la réforme de la DGF et la création du fonds d'aide à l'investissement local d'un milliards d'euros à examiner.](#)

Source : le Moniteur du 27/10/2015

Le gouvernement encadre la fusion des chambres régionales des comptes

[Une ordonnance présentée en Conseil des ministres le 21 octobre permet aux juridictions financières affectées par la réforme territoriale de continuer à exercer leurs compétences durant la phase de transition.](#)

Source : localtis.info du 23/10/2015

Radiographie de la grande région Sud-Ouest

[Aussi grande que l'Autriche, la future région Aquitaine Poitou-Charentes Limousin, sera la première région agricole et forestière d'Europe, disposant du troisième PIB régional en France et d'une démographie attractive. Etat des lieux des enjeux, atouts et faiblesses de la future grande région.](#)

Source : le Moniteur du 22/10/2015

La bible de la réforme du stationnement est parue

[Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement \(Cerema\) vient de publier un guide très complet de "recommandations à l'usage des collectivités territoriales sur la réforme du stationnement payant". Ce document est le fruit d'un travail d'un an avec des collectivités et associations d'élus.](#)

Source : localtis.info du 21/10/2015

Colloque / Séminaire

➤ Journée d'études Actualité 2015 du droit de l'urbanisme

Le mercredi 4 novembre 2015 le GRIDAUH et l'Ordre des avocats de Paris organisent une journée d'études: "Entre simplification, sécurisation et prise en compte du changement climatique" à l'Auditorium de la Maison du Barreau 2-4 rue Harlay Ile de la Cité, Paris 1^{er}.

[Programme \(cliquer ici\)](#)

[Fiche d'inscription format word \(cliquer ici\)](#)

[Fiche d'inscription format pdf \(cliquer ici\)](#)

Vu dans les revues

AJDA n° 34-2015 du 19 octobre 2015 p.1897, Dossier – Loi NOTRe : un vrai big bang territorial ?

AJDA n° 35-2015 du 26 octobre 2015 p.1980, *Le « référé Tarn-et-Garonne », un référé vraiment ordinaire ?*, par Serge Pugeault

AJDA n° 35-2015 du 26 octobre 2015 p.1991, *Sun Tzu en droit de l'urbanisme ou tout n'est-il qu'une question d'affichage ?* par Jean-Baptiste Sibileau

AJDA n° 35-2015 du 26 octobre 2015 p.1995 *Mesures décisives d'instruction des demandes de permis et naissance d'un permis tacite*, conclusions de Gilles Roux

Contrats publics – Actualités Moniteurjuris n° 158 octobre 2015 p.24, *Dossier – L'ordonnance relative aux marchés publics (1^{re} partie)*

Contrats publics – Actualités Moniteurjuris n° 158 octobre 2015 p.39, *Les contrats particuliers*, par Philippe Proot

RDI n° 10 octobre 2015 p.479, *CEDH : au sujet du droit pour chacun au respect de ses biens. Quid du juste équilibre entre exigences d'intérêt général et sauvegarde des droits fondamentaux ?*, par René Hostiou

RDI n° 10 octobre 2015 p.488, *Entrée en vigueur du décret n° 2015-482 du 27 avril 2015 portant diverses mesures d'application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 et relatif à certaines actualisations et corrections à apporter en matière d'application du droit des sols*, par Pierre Soler-Couteaux

Presse

Loi Macron : Bercy veut accélérer la mise en œuvre des réformes

[A peine 6 décrets sur 111 ont été publiés, mais Bercy veut aboutir pour les trois quarts d'entre eux d'ici à la fin de l'année. Le ministre de l'Economie reçoit ce jeudi les parlementaires des commissions spéciales pour accélérer le calendrier.](#)

Source : les Echos du 26/10/2015

Travail le dimanche: les petites boutiques, pionniers de l'application de la loi Macron

[Dispensés d'accord social, les magasins de moins de 11 salariés sont les premiers à profiter des nouvelles opportunités d'ouverture, quand les autres peinent à négocier. Mais on est loin de la déferlante annoncée.](#)

Source : le Figaro du 23/10/2015

Les collectivités renforcent la concertation publique

[Sur un marché en berne depuis les dernières municipales, la concertation publique pourrait réapparaître dans les appels d'offres publics. De nouvelles règles sont en élaboration, à la suite de la contestation des projets de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et du barrage de Sivens.](#)

Source : les Echos du 21/10/2015